

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JUIN 1913.

Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires à des budgets de l'exercice 1912 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. **Jos. HOYOIS**.

MESSIEURS,

Le projet de loi tend à autoriser des régularisations et des transferts et à allouer des crédits supplémentaires à des budgets de l'exercice 1912. Il tend aussi à augmenter la part d'intervention de l'État dans le capital de la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles.

Ce qui est essentiel à constater c'est que ce sera sur les ressources ordinaires disponibles de l'exercice de 1912 que seront couvertes les dépenses concernant les régularisations, les transferts et les crédits supplémentaires proposés. Le chiffre de 985,000 francs, indiqué à la Chambre par M. le Ministre des Finances, précédemment, comme représentant provisoirement le boni de l'exercice 1912, a été calculé, déduction faite des sommes nécessaires pour couvrir les dépenses à résulter des régularisations, transferts et crédits supplémentaires, faisant l'objet du présent projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

Les crédits pour les régularisations (énumérés à l'article premier), quoique le projet les rattache aux Budgets de l'exercice 1912, concernent des

(1) Projet de loi, n° 223.

(2) La Commission était composée de MM. SCHOLLAERT, *président*, DE BUE, DE LIEDEKERKE HOYOIS, OZERAY, PETIT, STANDAERT.

créances se rapportant à l'exercice 1911 et à des exercices antérieurs. Il n'y en a que pour des sommes peu importantes. La Note explicative du projet déclare qu'il s'agit de « créances dûment établies, afférentes à des exercices antérieurs à 1912, qui n'ont pu être liquidées dans les délais légaux, par suite de circonstances exceptionnelles ».

ARTICLE 2.

Les transferts à autoriser sont détaillés au tableau A annexé au projet. Il y en a, au total, pour fr. 877,659.73, à répartir entre les sept différents départements ministériels indiqués à l'article 2. Ils ne concernent que des Budgets pour l'exercice 1912.

La *Note* qui accompagne le projet en apporte, semble-t-il, la justification.

Il n'y a rien à y ajouter, sauf les observations suivantes :

1° La justification du transfert demandé concernant l'article 3 du Budget de la Justice est une preuve de plus de ce fait que les lois dénommées « sociales » ne vont pas sans une augmentation des dépenses publiques. Le transfert demandé comporte une augmentation de 44,700 francs du crédit primitivement porté à l'article 3. « La création de l'Office de la protection de l'enfance, dit la *Note*, a nécessité la confection d'une très grande quantité d'imprimés : d'où un surcroît de dépenses de plus de 25,000 francs en 1912. D'autre part, l'augmentation du personnel, du chef de cette institution nouvelle et du service de la dactyloscopie, a nécessité l'aménagement de nouveaux locaux. »

On lit, d'autre part, à propos de l'article 11, « transfert demandé, 2,700 francs, nécessité par l'accroissement du nombre des affaires traitées dans les greffes, par suite notamment de la création de la juridiction pour enfants ».

Sous l'article 24, on lit également : « Publication d'un recueil d'instructions-circulaires émanées du Département de la Justice, etc. Transfert demandé : 600 francs. L'insuffisance est due à la publication, en 1912, du commentaire législatif de la loi sur la protection de l'enfance et d'une brochure relative à l'exécution de cette loi. »

D'autre part encore, le crédit supplémentaire de 63,000 francs, sollicité à l'article 41 du Budget de la Justice, est ainsi justifié : « Par suite de la mise en vigueur de la loi sur la protection de l'enfance, le nombre des élèves des écoles de bienfaisance de l'État, qui ont été libérés en 1912, a dépassé de beaucoup le nombre normal qui avait servi de base aux prévisions du présent crédit. »

Il convient encore de ne pas perdre de vue que le crédit de 5,500 francs sollicité, pour être rattaché à l'article 61 du même Budget, ainsi qu'il sera établi plus loin et d'après le Département de la Justice, a principalement pour objet la liquidation des dépenses faites pour la construction des nou-

veaux bâtiments érigés auprès de l'École de bienfaisance de Moll et qui doivent servir à l'École d'observation dont l'ouverture est exigée par la loi du 13 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

2° En ce qui concerne le Budget des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, il n'y a lieu de signaler que le transfert proposé à l'article 36 (relatif à la part d'intervention de l'Administration des postes dans les frais d'habillement des facteurs), à concurrence de 72,367 francs (l'insuffisance du crédit étant due à l'augmentation des prix des vêtements et autres objets d'uniforme, et à l'allocation d'une subvention supplémentaire au fonds de roulement de la masse d'habillement).

3° Au Budget de la Guerre, les transferts se chiffrent par 486,600 francs.

Le détail en est donné, *grosso modo*, à la Note qui accompagne le projet de loi.

Les insuffisances de crédits les plus notables sont celles qui se sont produites sur les articles 10, à concurrence de 165,700 francs, et 31, à concurrence de 139,600 francs.

A leur sujet, le Département de la Guerre a fourni, sur sa demande, au rapporteur de la Commission spéciale les renseignements complémentaires que voici :

« L'article 10 relève une insuffisance de 165,700 francs. Elle se justifie par le rappel des classes de juin dernier et par la majoration à fr. 0.50 de l'indemnité accordée aux décorés militaires de 4^{re} classe.

» Le transfert à l'article 31 se justifie par le nombre plus grand des déplacements, à raison des besoins nouveaux du service et de l'envoi de plusieurs officiers en mission, notamment au Japon, dans les Balkans, en Suède et en Norvège.

» Au surplus, d'une manière générale, en ce qui concerne les crédits supplémentaires, on a procédé cette année de la même façon que précédemment et le libellé justificatif est le même que celui de l'année dernière, alors que le total des insuffisances dépassait 800,000 francs et que les articles 15, 24 et 26 seuls s'élevaient à 155, 138 et 205,000 francs. »

La Note accompagnant le projet précise également de quelle manière il sera fait face, « par des reliquats sur certains articles », aux insuffisances susvisées.

Parmi ces reliquats, elle en signale un de 3,500 francs à l'article 1^{er} du Budget, qui concerne le traitement du Ministre. Des explications demandées par le rapporteur il résulte que 3,500 francs, sur les 21,000 que comporte le traitement du Ministre, sont tombés en annulation, à raison de cette circonstance que, M. de Broqueville étant Ministre intérimaire de la Guerre, de février à avril, alors que le Département de la Guerre n'avait pas d'autre titulaire, il n'a pas touché, à cette époque, de traitement comme Ministre de la Guerre : ainsi ces 3,500 francs sont demeurés disponibles.

ARTICLE 3.

Les crédits supplémentaires sollicités seront à rattacher à des budgets de l'exercice 1912. Ils se monteront à la somme de fr. 28,814,979.48. Ils seront à affecter au paiement de créances se rapportant à des exercices périmés (1908 et antérieurs) et à des exercices clos (1909, 1910 et 1911), ainsi qu'au paiement de créances afférentes à l'exercice 1912.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que les susdits fr. 28,814,979.48 se répartissent comme suit : fr. 26,581,258.49 pour l'exercice 1912 et fr. 2,233,720.99 pour les exercices 1911 et antérieurs.

Il en résulte manifestement que, si même les fr. 2,233,720.99 des crédits sollicités concernant les exercices 1911 et autres antérieurs avaient été rattachés aux budgets de ces exercices, au lieu de l'être aux budgets de l'exercice 1912, les exercices de ces années 1911 et autres antérieurs se fussent clôturés encore en boni (les chiffres des bonis accusés par ces exercices étant de beaucoup plus considérables que les crédits les concernant visés au présent projet).

Le premier des crédits supplémentaires sollicités concerne l'article 4 du Budget des Dotations. Il est de 28,300 francs et est destiné à la Chambre.

Nul doute que ce crédit soit pleinement justifié. Mais il n'est pas inutile de faire remarquer que les travaux effectués pour la Chambre ne le sont pas toujours à des prix modérés, tant s'en faut. C'est surtout quand il s'agit de lui-même que le Parlement doit se montrer économe des deniers des contribuables. En a-t-il toujours réellement été ainsi jusqu'ici? Il faut espérer, en tous cas, que certains errements anciens ne se reproduiront pas et qu'il n'y aura pas lieu de regretter que le Comité supérieur de contrôle n'ait pas à intervenir dans les affaires de la Chambre.

Il est, d'ailleurs, de notoriété que quantité d'entrepreneurs, travaillant pour l'État ou les services publics majorent systématiquement leurs prix au moins de 10 %, quand ce n'est pas du double. La Chambre, dit-on, s'est vu souvent appliquer ces tarifs de... défaveur!

A propos des crédits supplémentaires sollicités pour le Département de la Justice, quelques explications complémentaires à celles de la *Note* jointe au projet ont été demandées.

Notamment au sujet des crédits de 28,600 francs et de 24,500 francs à rattacher aux articles 22 et 33 du Budget.

La *Note* les justifie, en disant que, à raison du développement qu'ont pris dans ces derniers temps les travaux d'impression confiés au *Moniteur*, il a fallu renforcer le personnel des ateliers.

Il a été demandé en quoi exactement a consisté et consistera dans l'avenir « le développement pris par les travaux d'impression confiés au *Moniteur* ».

La réponse suivante a été faite au rapporteur de la Commission spéciale :

« Le développement des travaux confiés au *Moniteur* se rapporte notamment : A) à la publication du commentaire législatif de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance et à la brochure relative à l'exécution de la mise à la disposition du Gouvernement (loi du 27 novembre 1894 et article 72 du Code pénal). Ces deux volumes contiennent respectivement 589 et 93 pages d'impression ; B) à l'impression de tous les imprimés pour l'organisation de la comptabilité relative au nouveau service nécessité par l'application de la dite loi ; C) à toutes les formules ayant trait au nouveau service de l'identification judiciaire, et D) à l'impression des annales de l'enseignement moyen.

» Il convient de noter encore que le nombre de pages du *Moniteur* est passé de 8452 à 8536 ; le nombre de lignes du recueil spécial des actes de société de 847,390 à 932,170, et que le nombre d'actes des unions professionnelles est en augmentation de 338. Enfin, le bulletin mensuel du commerce a été majoré de 2 feuilles de 8 pages chacune par mois.

» Il faut ajouter que le développement des publications a coïncidé avec une réduction du nombre d'heures de travail dans les ateliers et que cette circonstance a contribué à rendre nécessaire une augmentation de personnel. »

Il a été également demandé de préciser comment se justifie le crédit supplémentaire de fr. 25,200, à rattacher à l'article 44 du Budget de l'exercice 1912, concernant le salaire des détenus.

La réponse du Département de la Justice a été la suivante :

« Les bases du salaire des détenus n'ont pas été modifiées. Il y a eu augmentation dans la quantité de travail effectué : d'où la majoration constatée dans le montant des salaires payés. Cette augmentation de dépense trouve, toutefois, sa contre-partie au Budget des Voies et Moyens, l'article 33 (produits divers des prisons), comprenant les prix de façon payés par les entrepreneurs à l'administration.

» Il est à remarquer que, pour 1913, le montant de cet article a été majoré de 50,000 francs (500,000 francs au lieu de 450,000 francs. »

Le crédit supplémentaire sollicité à l'article 64 du Budget est ainsi libellé : « Travaux d'agrandissement et d'amélioration aux Écoles de bienfaisance de l'État, etc. : 55,000 francs. »

La *Note* jointe au projet l'explique en ces termes : « Des modifications importantes ont dû être apportées d'urgence à des travaux en cours d'exécution ; d'où ces dépenses supplémentaires qui n'avaient pas été prévues. »

A l'effet de savoir si cette dépense supplémentaire n'était pas due à un manque de devis suffisant, des renseignements complémentaires ont été demandés.

Le Département de la Justice a répondu :

« Le crédit supplémentaire de 55,000 francs que nous avons sollicité à

L'article 64 du Budget de la Justice pour l'exercice 1912 a pour objet de hâter la liquidation des dépenses faites principalement pour la construction des nouveaux bâtiments érigés auprès de l'Ecole de bienfaisance de Moll et, qui doivent servir à l'Ecole d'observation dont l'ouverture est exigée par la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

» Cette Ecole, commencée en 1911, sera ouverte cette année encore.

» Afin de hâter cette ouverture, nous avons dû faire presser les travaux, modifier des locaux : d'où les dépenses supplémentaires qui ont été occasionnées. »

Parmi les crédits supplémentaires sollicités pour le Département des Sciences et des Arts, il y a lieu de signaler particulièrement ce qui suit :

A l'article 11 est demandé un crédit supplémentaire de fr. 17,712.30, destiné, à concurrence de 10,840 francs, à solder le surcroît de dépenses occasionné par l'allocation des primes dramatiques dues aux auteurs nationaux pour les représentations de leurs œuvres données au cours de l'année 1912.

A la question de savoir quel sera — les 10,840 francs du crédit supplémentaire de fr. 17,712,20 de l'article 11 compris — le total des primes qui auront été allouées pour 1912, du chef de primes dramatiques, aux auteurs nationaux pour les représentations de leurs œuvres, M. le Ministre des Sciences et des Arts a fait la réponse suivante :

« A charge des crédits déjà alloués du Budget de l'exercice 1912 il a été liquidé à la date de ce jour fr. 22,950.30 à titre de subsides accordés aux auteurs dramatiques. Le restant de l'allocation a couvert les frais de vacation, de route et de séjour des commissions et comités d'examen des œuvres dramatiques, le prix du concours triennal, les frais de jury, les subsides aux directeurs de théâtres, etc.

» En ajoutant à la dépense susmentionnée le montant du crédit supplémentaire sollicité, on arrive à un total de fr. 22,953.30 plus 10,848 francs, soit fr. 33,793.30, à consacrer au paiement des subsides accordés aux auteurs dramatiques pour des représentations, en 1912, d'œuvres primées.

» Il est à remarquer que l'instruction de plusieurs demandes de subsides n'est pas terminée à ce jour, que par suite les subsides n'ont pu être fixés par arrêté royal et que par conséquent il n'est pas possible de prévoir, à quelques francs près, à combien s'élèvera de ce chef le montant des engagements.

» Sans tenir compte de ces affaires en instance, ni des primes dues, mais non encore réclamées par les auteurs, qui ont pour ce faire jusqu'en octobre de l'année courante, il reste à liquider à ce jour pour 6,975 francs de primes. »

A une nouvelle question du rapporteur M. le Ministre des Sciences et des Arts a répondu que : « le total des frais de vacation, de route et de séjour

des commissions et comités d'examen des œuvres dramatiques s'est élevé, en 1912, à fr. 8,539.25 ». Il a ajouté que « les frais du comité musical n'ont pas encore été réclamés à la date de ce jour, 6 juin 1913 ».

A l'article 34, relatif aux « Jurys d'examen institués par le Gouvernement pour la collation des grades académiques, etc. », est demandé un crédit supplémentaire de fr. 31,107.05, « nécessaire, dit la *Note*, en suite de la durée plus longue des sessions due au nombre croissant des récipiendaires » (abstraction faite de fr. 4,292.60 pour payer les frais de la seconde session de 1911).

Le total des sommes destinées à couvrir, en 1912, les frais de voyage et les indemnités de vacation des membres des jurys d'examen constitués par le Gouvernement pour la collation des grades académiques aura été, article 31, de fr. 86,814.45, y compris le crédit supplémentaire de fr. 26,814.45 (31,107.05 — 4,292.60).

Les indemnités de vacation, de route — qui pourraient peut-être, en ce cas, comme en beaucoup d'autres de l'espèce, être avantageusement remplacées par la gratuité du parcours — et de séjour sont allouées d'après les règles et les tarifs figurant dans un règlement organique.

Il est encore à remarquer que tout le produit des droits d'inscription aux dits examens est versé dans la caisse de l'État.

Il n'en est pas moins vrai que 86,814 francs pour le fonctionnement des jurys dont il s'agit est un bien joli denier et qu'il est permis de se demander si ces jurys ne pourraient tout aussi bien fonctionner sans pareille dépense.

D'ailleurs, des renseignements complémentaires demandés par le rapporteur de la Commission spéciale il résulte que le produit des droits d'inscription aux examens institués par le Gouvernement pour la collation des grades académiques ne s'est élevé qu'à fr. 55,412.50, non compris les droits de timbre, soit fr. 0.25 par quittance ou, au total, fr. 164.25.

On avouera que, quand des examens rapportent fr. 55,412.50 de droits d'inscription et coûtent fr. 86,814.25 du chef des frais de voyage et des indemnités de vacation aux membres des jurys d'examen, les choses ne sont pas organisées comme elles le devraient être. Qu'on majore, s'il le faut, les droits d'inscription ou qu'on réduise les dépenses pour les jurys d'examen, mais il ne semble pas que la situation d'aujourd'hui puisse perdurer. Au surplus, il faut remarquer que 86,814 francs est une somme qui représente le traitement, à 4,000 francs, de vingt et une personnes.

A l'article 50, concernant les « établissements communaux d'enseignement moyen pour filles, subsides », est sollicité un crédit supplémentaire de fr. 1,896.63. La *Note* jointe au projet stipule que l'insuffisance de crédit résulte de l'allocation de subsides aux écoles moyennes *communales*, pour filles, de Braine-le-Comte, Ostende et Spa.

A l'article 53 est sollicité un crédit supplémentaire de fr. 6,399.59. Cet article concerne les « traitements de disponibilité des membres du personnel

administratif et enseignant des établissements normaux d'instruction moyenne, des établissements d'instruction moyenne dirigés par l'État et des inspecteurs de ces établissements ».

La *Note* jointe au projet explique la demande de crédit supplémentaire (abstraction faite de fr. 11.25 se rapportant à l'exercice 1911), en disant que « des mises en disponibilité exceptionnellement nombreuses ont entraîné l'insuffisance du crédit ».

Des renseignements plus précis ayant paru désirables, la question suivante a été posée à M. le Ministre des Sciences et des Arts :

« A concurrence de combien, approximativement, se sont produites les mises en disponibilité plus nombreuses que la moyenne de celles des années précédentes qui expliquent l'insuffisance du crédit de l'article 53 ? »

» Et à quelles causes faut-il attribuer ces « mises en disponibilité exceptionnellement nombreuses ? »

La réponse de M. le Ministre des Sciences et des Arts a été celle-ci :

« Le nombre des membres du personnel enseignant de l'enseignement moyen de l'État, en disponibilité, s'élevait, en 1911, à 63 ; en 1912, à 70.

» Toutes ces mises en disponibilité sont entraînées par l'état de santé de certains membres du personnel enseignant, qui, de l'avis de la Commission médicale, ne sont pas à même de reprendre leurs services et qui, d'autre part, ne se trouvent pas dans les conditions voulues pour être mis à la retraite. »

Dans maints milieux est répandue l'opinion que le personnel dont il s'agit use et abuse des raisons de santé pour échapper à des obligations professionnelles. Sans vouloir émettre, à cet égard et pour le moment, un avis définitif, il n'est pas possible de ne pas être frappé de ce fait que les mises en disponibilité elles-mêmes sont nombreuses et, certaines années, « exceptionnellement nombreuses ». L'attention du Département compétent ne saurait trop se porter de ce côté et des initiatives nouvelles paraissent utiles.

Les crédits supplémentaires sollicités pour le Département des Chemins de fer en comportent quelques-uns à raison de la création du nouveau Département de la Marine, des Postes et des Télégraphes, laquelle, il faut le souhaiter, sans qu'on ose l'espérer, ne servira pas de prétexte à de nouvelles et plus considérables dépenses du chef de l'extension du fonctionnarisme (l'un des résultats les plus clairs, souvent, des créations de l'espèce).

A l'article 6, est sollicité un crédit supplémentaire de 38,100 francs, « nécessaire, dit la *Note*, pour couvrir l'augmentation de dépenses résultant de la réorganisation du service des avocats ».

La note justificative complémentaire suivante a été transmise par M. le Ministre des Chemins de fer au rapporteur de la Commission spéciale :

« Le crédit supplémentaire de 38,100 francs se justifie, à concurrence

de 5,400 francs, par les augmentations d'honoraires accordées à MM. Jones, Jaspar, Verhaeghe et Gérard; de 47,500 francs du chef de l'agrégation d'avocats nouveaux, à raison de l'accroissement des affaires contentieuses et de l'adjonction d'un avocat-conseil aux services des associations créés au Département; de 42,000 francs, par suite de l'incorporation, dans le crédit relatif à l'article 6, des honoraires payés antérieurement, à charge de l'article 27, aux avocats chargés des affaires de pertes et avaries aux marchandises; de 7,500 francs pour régularisation de 3 avocats temporaires, dont les honoraires étaient imputés précédemment sur l'article 2 du Budget.

» D'autre part, une réduction de 3,000 francs résulte du remplacement de M^e Le Jeune, décédé, par le nouvel avocat de cassation agréé par le Département.

» La différence de 4,000 francs, entre les dépenses justifiées ci-dessus et le crédit supplémentaire demandé, résulte de la situation du crédit de l'article 6 durant l'exercice 1912. »

A l'article 9, est sollicité un crédit supplémentaire de 145,240 francs. Cet article concerne les « imprimés, tarifs, coupons de voyageurs, fournitures de bureau, etc. ». L'insuffisance du crédit primitif serait due à « l'acquisition de machines à écrire et à calculer et à l'exécution de divers travaux d'impression et de réimpression importants ».

En voici le détail, tel qu'il résulte d'une note justificative complémentaire adressée par M. le Ministre des Chemins de fer au rapporteur de la Commission spéciale :

« Acquisitions de machines à écrire et à calculer . fr.	36,000	»
» Réimpression, en 1912, du tarif intérieur des marchandises qui datait du 1 ^{er} janvier 1904.	44,000	»
» Impression et reliure de l'album petit format du matériel à voyageurs	2,000	»
» Gravure d'une carte du réseau ferré belge, texte bilingue	4,300	»
» Achat supplémentaire de cartons pour billets de voyageurs en prévision de l'augmentation du trafic par suite de l'Exposition de Gand :	4,000	»
» Commandes supplémentaires de papiers dues : à la plus grande utilisation des imprimés à grands tirages, par suite de l'accroissement du trafic; à la réimpression des règlements généraux nécessitée par les modifications apportées à ces instructions	29,000	»
» Coût de réimpression de règlements généraux et du nouveau tarif des matières	9,000	»
A REPORTER. . . . fr.	92,300	»

REPORT. . . . fr. 92,300 »

» Insuffisance de crédit prévu pour les fournitures de bureau, par suite de l'augmentation du trafic, de la hausse des prix et de la mise en application, dans les ateliers, de la comptabilité-système Rowan 16,500 »

» Papier nécessaire pour l'impression des nouveaux timbres chemin de fer en vue de l'extension de l'affranchissement des colis au départ. 4,400 »

» Dépenses diverses résultant du développement du trafic 2,010 »

TOTAL. . . . fr. 115,210 »

A l'article 18, concernant le salaire des ouvriers, un crédit supplémentaire de 1,380,634 francs est sollicité.

« L'insuffisance du crédit « primitif », dit la *Note*, se justifie par l'accroissement du trafic, la mise en marche de trains nouveaux, l'amélioration du personnel et l'application du système Rowan en vue d'intéresser les agents à la bonne marche des travaux. »

Voici un détail plus complet du crédit sollicité :

« Extensions de cadre de machinistes, chauffeurs, serre-freins et de personnel sédentaire comprises dans les bordereaux d'ensemble :

1° du second semestre 1912 fr. 196,450 »

2° du premier semestre 1912 284,660 »

3° du second semestre 1911 167,320 »

» Il s'agit de la régularisation du personnel accordé pour assurer des trains créés à titre provisoire et dont on ne prévoit plus la suppression, eu égard à l'intensité du trafic.

» Extensions de personnel accordées en dehors des bordereaux semestriels :

» Meirelbeke, 9 machinistes, 9 chauffeurs et personnel sédentaire correspondant 61,785 »

» Dépenses résultant des extensions autorisées pour la desserte des trains nouveaux créés ensuite de propositions spéciales 299,769 »

» Dépenses supplémentaires résultant :

» A. — du remplacement des indemnités de découcher des machinistes par une indemnité calculée d'après la durée du service. 50,000 »

A REPORTER. . . . fr. 1,059,984 »

REPORT. . . . fr. 4,059,984 »

» B. — de l'octroi de l'avancement normal aux machinistes, chauffeurs, serre-freins, ainsi que du relèvement du salaire de certaines catégories d'agents 402,270 »

» C. — de l'instauration du travail à primes système Rowan dans les ateliers des lignes. . . . 82,400 »

» D. — du remplacement des ouvriers (commissionnés en 1912) pendant leurs jours de congé 46,000 »

» E. — du paiement du salaire intégral, à titre de congé de maladie, aux agents commissionnés en 1912. . . 120,000 »

TOTAL. . fr. 4,380,634 »

En ce qui regarde le Département de la Guerre, parmi les crédits supplémentaires pour dépenses exceptionnelles, figure une somme de 244,720 francs.

La *Note* jointe au projet explique ce crédit en disant que « la suppression probable du pistolet automatique de l'armement individuel des troupes d'artillerie de campagne a rendu disponible, sur le crédit de 494,000 francs, prévu à l'article 58 (loi du 28 décembre 1912), une somme de 244,720 francs.

Elle ajoute : « On demande que cette dernière somme puisse être affectée à l'acquisition de mitrailleuses, modèle 1911, et de pistons de réserve pour ces armes ».

On pourrait, en conséquence, croire qu'il s'agit, en l'occurrence, d'un simple transfert plutôt que d'un crédit supplémentaire.

Mais ce serait une erreur de le penser.

La somme de 244,720 francs, qui ne sera pas utilisée à l'article 58 du Budget de la Guerre, et le crédit *nouveau* 60, de même import, ne créent pas, à proprement parler, un transfert entre ces deux articles.

En comptabilité, le terme transfert ne s'applique généralement qu'à des virements entre articles *existants* dans un même budget.

Or, dans le cas présent, il y a, d'une part, une partie de crédit qui ne sera pas employée à l'article 58. (Comme conséquence du § 3 de l'article 2 de la loi du 15 mai 1846, elle tombera en annulation le 31 octobre prochain, date de la clôture de l'exercice 1912.)

D'autre part, il y a bien une demande de crédit équivalente, mais elle constitue un article *nouveau* dans le Budget. Le montant aurait pu varier.

A l'article 15 du Budget des Finances, est sollicité un crédit supplémentaire de 15,000 francs. La justification en est présentée en ces termes : « L'accroissement des dépenses en 1912 est dû principalement aux frais

de translation de divers services de l'Administration centrale dans des nouveaux locaux et, plus accessoirement, à l'augmentation des dépenses générales d'économat (fournitures de bureau, chauffage, éclairage, eau, etc.). »

Sans vouloir s'immiscer dans les dépenses de l'économat du Département des Finances, il sera sans doute permis de signaler que, la dépense pour papier étant importante, il y aurait lieu de la réduire, si faire se pouvait. Or, à cet égard, peut-être le Département pourrait-il imiter ce qui est pratiqué désormais dans les départements ministériels français, notamment pour la correspondance, savoir le système dit « de la simple feuille », qu'on a substitué à celui de la « feuille double ». A notre Département de la Guerre également il paraît avoir été longtemps pratiqué et, sans doute, l'est-il encore.

L'économie qui pourrait être ainsi réalisée au Département des Finances pourrait l'être dans les autres départements pareillement.

A l'article 44 du Budget de l'Agriculture, concernant le « matériel de l'École de médecine vétérinaire de l'État, etc. », est sollicité un crédit supplémentaire de 3,215 francs.

La justification en est fournie en ces termes : « Le chauffage central installé à l'École de médecine vétérinaire ⁽¹⁾ a occasionné des dépenses supplémentaires par suite de la hausse de prix du combustible; ces frais se rapportent, à concurrence de fr. 4,007.50, à l'exercice 1912 ».

A la question de savoir ce qu'aura coûté le chauffage de cette École de médecine vétérinaire, ces fr. 4,007.50 compris, pour l'exercice 1912, le Département compétent a répondu : fr. 22,964.26.

Il serait difficile de dire que... c'est pour rien !

ARTICLES 4 ET 5 DU PROJET.

Les articles 4 et 5 du projet y figurent sous la rubrique : *Dispositions diverses.*

Il n'y a rien à dire de l'article 4.

Il en est autrement de l'article 5.

Il tend, en effet, à ouvrir au Ministère des Finances un crédit de six millions cinq cent mille francs (6,500,000 francs) aux fins d'augmenter de pareille somme la part d'intervention de l'État dans la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles.

L'Exposé des motifs ne dit plus — comme en ce qui regarde les régularisations, les transferts et les crédits supplémentaires — que « les ressources ordinaires disponibles de l'exercice 1912 sont suffisantes pour couvrir les dépenses » prévues à cet article.

(1) Elle comptait, en 1911-1912, 114 élèves; elle en compte, en 1912-1913, 101.

Du reste, il s'agit évidemment là d'une dépense à couvrir sur ressources extraordinaires.

C'est, au surplus, ainsi qu'il en doit être, aux termes du second alinéa de cet article 5, lequel, effectivement, dispose : « Ce crédit sera rattaché au Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires de l'exercice 1912 ».

La *Note*, jointe au projet, est assez laconique en ce qui regarde cet article 5.

Les renseignements suivants paraissent suffisants pour la compléter comme de besoin :

La Société du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles fut créée, en 1896, pour être en quelque sorte l'organisme exécutif d'une association de pouvoirs publics constituée en vue de la transformation du canal de Bruxelles au Rupel en voie maritime, de la construction d'un port à Bruxelles et de l'exploitation de ce canal et de ce port.

Les pouvoirs publics associés sont l'État, la province de Brabant, la ville de Bruxelles, les communes de l'agglomération bruxelloise (Anderlecht, Etterbeek, Ixelles, Laeken, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek), la commune de Koekelberg et la ville de Vilvorde.

Le capital social fut fixé primitivement à 33.580,000 francs et souscrit dans les proportions suivantes :

État	fr. 10,000,000 »
Province de Brabant	4,000,000 »
Ville de Bruxelles	14,400,000 »
Les autres communes, ensemble	5,180,000 »

Le programme des travaux fut modifié à plusieurs reprises, principalement aux fins de donner plus d'ampleur aux installations du port de Bruxelles et d'améliorer les conditions de navigabilité du canal, savoir : en 1897, changements au dispositif du port; en 1902, abaissement du plan d'eau dans le canal, de manière à réduire le nombre des écluses; en 1906, fixation du débouché du canal dans le Rupel au coude de Wintham; en 1908, approfondissement du canal à 6^m50 et élargissement de son plafond.

Les modifications de 1908, importantes et coûteuses, donnèrent lieu à une augmentation de capital de 17 millions, souscrite par trois des associés :

L'Etat	fr. 14,408,000 »
La province de Brabant	564,000 »
La ville de Bruxelles	2,028,000 »

Le capital primitif est libérable en 90 ans, au moyen d'annuités qui assurent l'amortissement et le service des intérêts de l'emprunt émis au début par la société pour l'exécution des travaux et l'outillage du port.

Quant au capital complémentaire, les trois souscripteurs ont opté pour la

libération au comptant, à mesure de l'avancement des travaux. Il se fait ainsi qu'à la date du 31 décembre 1912, d'après le dernier bilan de la Société, celle-ci n'avait plus à encaisser qu'une somme de 2.636.000 francs sur le montant des trois souscriptions complémentaires.

Le rapport du Conseil d'administration — composé de cinq délégués de l'État, d'un délégué de la province, de trois délégués de la ville de Bruxelles et d'un délégué des autres communes réunies — rapport présenté à l'assemblée générale du 15 mai dernier, renferme des détails intéressants sur les travaux exécutés, tant au port qu'au canal, et sur ceux restant à exécuter.

Ces derniers travaux intéressent particulièrement la quatrième et dernière section, laquelle constitue le prolongement de l'ancien canal entre un point situé un peu en amont de Willebroeck (ancien débouché) et Wintham (nouveau débouché).

Le Conseil d'administration annonce que, « sauf imprévu, l'ouverture » du canal maritime pourra être faite au printemps de 1914 ».

Une annexe du rapport renferme le relevé des dépenses d'acquisitions, de travaux et d'outillage.

En voici la récapitulation :

Entrepôt (construction du bâtiment, des hangars, etc.	fr.	5,607,826	14
Port		14,019,106	89
Canal		34,144,298	87
TOTAL.		fr.	53,771,231 90

Il en résulte que, dès la fin de l'année dernière, les dépenses d'établissement dépassaient de plus de 3 millions le capital souscrit. Cela s'explique principalement par le fait que, depuis plusieurs années, la Société, au lieu de distribuer des dividendes, a employé aux travaux ses bénéfices d'exploitation.

Il n'est pas sans intérêt de noter ici les chiffres de ces bénéfices pour les trois derniers exercices :

1910	fr.	510,076	31
1911		535,740	79
1912		651,327	21

Dans son rapport sur l'exercice 1910, le Conseil d'administration de la Société exposait, avec des développements assez étendus, les faits et circonstances qui ont amené un mécompte financier important dans l'exécution de la quatrième section.

Il s'agissait de creuser un lit nouveau de 6 kilomètres environ ; l'entreprise comportait le détournement d'une route, d'une ligne de chemin de fer, d'une rivière et de plusieurs ruisseaux, la construction de nombreux ouvrages d'art, notamment la grande écluse de Wintham et son chenal d'accès.

Le rapport de 1910 résumait ainsi les causes du mécompte :

« En résumé, on s'est heurté, d'un bout à l'autre de la quatrième section, » à de grandes difficultés.

» Des remaniements très importants ont dû être apportés aux plans ayant fait l'objet de la soumission souscrite par M. Dumon. D'autre part, les travaux ont dû, en cours d'exécution, subir de nombreuses modifications, par suite de la nature excessivement mauvaise des terrains traversés.

» L'entrepreneur n'a cessé d'invoquer les chômages qu'il a subis, les retards, les entraves et le trouble apporté à l'exécution des travaux, les difficultés plus grandes, la transformation de l'entreprise et ce qu'il appelle « la modification de l'esprit sur lequel la convention primitive a porté », pour réclamer un dédommagement de ces divers chefs.

» Après de laborieuses négociations, notre Conseil d'administration, convaincu de la nécessité d'entrer en composition, tant pour des raisons de droit et d'équité que pour assurer la bonne fin de l'œuvre entreprise, est parvenu à se mettre d'accord, en principe, avec M. Dumon sur les bases d'une convention complémentaire. »

Dans son rapport suivant, le Conseil d'administration est revenu sur la situation en ces termes :

» Les très graves difficultés rencontrées dans la quatrième section, principalement dues à la nature marécageuse et extrêmement variable du sol, comme aussi aux nombreux et importants changements apportés aux divers ouvrages, ont été exposés dans le précédent rapport.

» Les pourparlers entamés avec l'entrepreneur, M. Dumon, ont abouti à la conclusion d'une convention nouvelle, en date du 17 mai 1911, réglant, d'une part, les indemnités à payer à l'entrepreneur du chef des troubles apportés à son entreprise, et fixant, d'autre part, les prix et conditions auxquels seraient exécutés les travaux restant à faire.

» La date de l'achèvement de l'entreprise a été reportée par cette convention au 31 décembre 1913.

D'après les documents émanés d'elle, la Société du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles a donc rencontré, dans l'exécution des travaux de la quatrième section du canal, des mécomptes dus surtout à la mauvaise nature du sol.

Précisons la situation de plus près :

La quatrième section du canal traverse la région des polders de Willebroeck, de Ruysbroeck et de Wintham.

A l'époque où furent commencés les travaux, le terrain était couvert

d'épais taillis et les difficultés ne se montrèrent qu'au fur et à mesure de l'ouverture des tranchées et de l'avancement des déblais, principalement dans la section située entre le chemin de fer de Boom-Ruysbroeck et Wintham.

Dans cette région, on découvrit, lors de l'ouverture des tranchées, des bancs de tourbe ayant jusqu'à 4^m50 de profondeur, qu'il fallut enlever entièrement en certains endroits et remplacer par du sable afin de donner une assiette convenable à certaines parties de digues.

En d'autres points, on reconnut que l'on traversait des bras d'anciennes rivières qui avaient été remblayées et dont les fonds vaseux nécessitaient des consolidations supplémentaires pour les digues en enrochements, pilots et fascinaux.

Alors que dans les trois autres sections (de Bruxelles à Willebroeck) du canal actuel tous les pilots avaient pu être lancés dans des sables essentiellement graveleux, au contraire, dans la quatrième section, tous les pilots de support durent être battus afin d'éviter la désorganisation (par le lançage à l'eau sous pression) des sables fins et vaseux que les pilots devaient traverser.

Il est résulté de cette circonstance défavorable des dépenses supplémentaires, très importantes, vu le grand nombre de pilots employés.

Lorsque les fouilles de l'écluse de Wintham furent ouvertes, l'on constata par des expériences directes (qui ne pouvaient être faites qu'à ce moment) que la résistance du terrain, argilo-sableux, était faible; la couche était imperméable, mais elle était compressible et l'on dut établir sous les bajoyers un pilotis comprenant plus de 2,000 pilots et leurs chapeaux et traversines.

Il fallut aussi faire des remblais provisoires dans le Wiel de Wintham, afin d'éviter la rupture de la digue capitale du Rupel.

Enfin, maintenant que les hautes digues de cette section sont à peu près terminées (elles ont plus de 5 mètres de haut au-dessus du sol et jusqu'à 12 mètres aux abords des ponts), on a constaté que le sol meuble et spongieux s'est tassé à peu près sur toute la longueur des digues, et, de ce chef, il faut trouver, dans un « emprunt », des terres supplémentaires pour compenser le volume de tassement.

Cette région des polders n'était pas connue comme les autres parties du canal existant et l'on n'y avait jamais exécuté des travaux d'art importants.

Les consolidations exigées par la nature vaseuse du sol et par sa compressibilité ont donc augmenté les dépenses prévues et ont amené aussi des retards notables et des chômages de matériel (dont il a fallu tenir compte à l'entrepreneur, en l'indemnisant).

D'autres dépenses complémentaires ont résulté des changements qui ont été apportés au projet en vue d'améliorer le débouché à Wintham, d'augmenter les facilités de l'entrée.

Au cours des travaux, la Fédération de la batellerie belge demanda, en effet, l'allongement du chenal d'accès et signala que le débouché du ruisseau

« le Vliet » (prévu dans ce chenal d'accès par raison d'économie) serait plus avantageusement rejeté dans le Rupel, en dehors du chenal.

Après des examens techniques, il fut reconnu désirable de réaliser ces améliorations du débouché : les plans durent donc être refaits, les outils (excavateur, grues, etc.) en travail durent être arrêtés et l'on recula l'écluse de Wintham de 100 mètres vers l'amont, le cours du Vliet fut déplacé, allongé.

Ces améliorations du débouché devaient donc comprendre d'importants travaux supplémentaires.

Les retards et les troubles survenus en raison des difficultés du sol tourbeux et marécageux, des améliorations, changements et travaux supplémentaires furent invoqués par l'entrepreneur, son contrat primitif dut être modifié et la Société du Canal dut conclure un accord avec lui sur de nouvelles bases qui tenaient compte des difficultés survenues et des incidents qui en furent la suite. Elle craignait, si elle agissait autrement, de s'exposer à reculer l'époque de l'ouverture du canal maritime et d'encourir ainsi les plus graves responsabilités.

La plus grande part dans l'insuffisance du capital de la Société provient donc des travaux complémentaires de la quatrième section.

Mais, en dehors de ces ouvrages, la Société a eu à faire face à des frais supplémentaires pour des causes diverses, notamment :

- 1° Pour des consolidations devant la propriété Orban, à Vilvorde ;
- 2° Pour des indemnités aux riverains, comme suite aux rehaussements des flottaisons des anciens biefs 3 et 4 ;
- 3° Comme suite à la hausse des prix des matériaux sur des travaux entamés en 1912 et 1913 ;
- 4° Pour coût plus élevé des terrains acquis (4° section).

Dans la revision qu'elle a faite de ses ressources et des dépenses nécessaires, elle a dû tenir compte, d'une part, du fait qu'elle ne pouvait actuellement vendre des terrains dont elle avait en 1906 escompté la réalisation avant la fin des travaux, et tenir compte, d'autre part, des dépenses nécessaires pour les agrandissements de l'outillage du port, le coût de portes de rechange pour les écluses en cas d'accident et celui de divers travaux de parachèvement que comporte la réalisation de son programme.

Dans son rapport de 1911, la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles, disait :

« Dans notre rapport à l'assemblée générale du 15 mai 1911, nous » annoncions que des propositions seraient soumises aux pouvoirs publics » associés, en vue de procurer à la Société les ressources indispensables » pour faire face au supplément de dépenses résultant des améliorations » apportées à certains ouvrages et des mécomptes éprouvés dans la » quatrième section.

» Après l'affectation des bénéfices des exercices 1911, 1912 et

» 1913 à la continuation des travaux, il reste une insuffisance évaluée à
 » 6,500,000 francs, en tenant compte de tous les compléments nécessaires
 » pour l'outillage du port.

»

» Des pourparlers ont été engagés avec M. le Ministre de l'Agriculture et
 » des Travaux publics au sujet de la situation financière qui vient d'être
 » indiquée et nous avons lieu d'espérer qu'ils aboutiront prochainement à
 » procurer à la Société le complément de ressources nécessaires. »

Précisément, à l'époque de la publication de ce dernier rapport, on discutait au Sénat le Budget extraordinaire de 1912. Répondant à une question posée par deux membres de cette assemblée, MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances déclarèrent, tour à tour, que le Gouvernement proposerait aux Chambres, au moment voulu, la nouvelle intervention financière nécessaire. (Séance du 18 mai 1912, *Annales*, p. 567.)

L'article 5 du projet de loi réalise cette promesse.

Il ne paraît donc pas avoir été question de faire intervenir à nouveau la province et la ville de Bruxelles, sans parler des communes suburbaines qui, déjà, sont restées à l'écart lors de l'augmentation du capital réalisé en 1908.

Il n'est pas dit pourquoi, dans la note justificative qui accompagne le projet de loi.

L'État prendra donc à son compte la totalité du complément dont il s'agit aujourd'hui.

Il va de soi qu'une nouvelle modification devra être apportée aux statuts, pour acter cette augmentation de capital, et que la part de l'État, en qualité d'actionnaire, s'accroîtra d'autant.

Dans l'opinion du monde industriel et commercial, le canal maritime de Bruxelles au Rupel et le port de la capitale sont appelés à un bel avenir. Il prévoit, dès à présent, une progression très considérable du trafic dès que la voie, complètement aménagée, sera ouverte à la grande navigation fluviale — aux grands bateaux dits « du Rhin » — et accessible, en tout état de marée, aux navires de mer.

Déjà, depuis quelques années, les établissements industriels se multiplient le long du canal, entre Bruxelles et Vilvorde.

Ce mouvement s'accroîtra, pense-t-on.

Il faut l'espérer.

Ajoutons que la Société est propriétaire d'une grande quantité d'excédents de terrains — les rapports parlent de 110 à 118 hectares — qu'elle réalisera à cher prix, selon toute prévision, à mesure que de nouvelles industries seront attirées par les avantages à résulter de la proximité du canal maritime.

Il est utile de rappeler qu'aux termes de l'article 49 des statuts « la voie » d'eau et ses dépendances, depuis les ponts du boulevard Léopold II » jusqu'au Rupel, deviendront la propriété de l'État à l'expiration de la » durée de la Société », c'est-à-dire fin 1986.

Il n'est pas sans intérêt de constater enfin que le dernier alinéa de l'article 5 du projet de loi est ainsi conçu : « Le Gouvernement est autorisé à approuver les modifications qui seront apportées aux statuts à raison de la nouvelle augmentation de capital ». Ces modifications s'imposent évidemment.

*
* *

La Commission a adopté le projet par 6 voix contre 1. Elle a l'honneur d'en proposer l'adoption à la Chambre.

Le Rapporteur,

Jos. HOYOIS.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JUNI 1913.

Wetsontwerp waarbij regelingen en overdrachten veroorloofd en bijkredieten verleend worden op Begrootingen voor het dienstjaar 1912 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOYOIS.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp heeft ten doel, machtiging te verleen tot regelingen en overdrachten, alsook bijkredieten toe te staan op sommige Begrootingen voor het dienstjaar 1912. Het bedoelt insgelijks verhooging van 's Rijks aandeel in het kapitaal van de Naamlooze Vennootschap der vaart en haveninrichtingen van Brussel.

In hoofdzaak dient te worden vastgesteld dat de uitgaven wegens de voorgestelde regelingen, overdrachten en bijkredieten zullen aangerekend worden op de beschikbare gewone middelen voor 1912. Het cijfer van 985,000 frank, vroeger aan de Kamer opgegeven door den Minister van Financiën als voorloopig bedrag van het overschot van het dienstjaar 1912, werd bepaald na aftrek van de sommen noodig tot bestrijding der uitgaven wegens de door deze wet voorgestelde regelingen, overdrachten en bijkredieten.

EERSTE ARTIKEL.

Alhoewel de kredieten voor de regelingen (in het eerste artikel opgesomd) door het ontwerp worden gebracht op de Begrootingen voor het dienst-

(1) Wetsontwerp, n° 223.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, was samengesteld uit de heeren DE BUE, DE LIEDEKEIKE, HOYOIS, OZERAY, PETIT en STANDAERT.

jaar 1912, betreffen zij schuldvorderingen van het dienstjaar 1911 en vroegere dienstjaren. Zij bedragen slechts geringe sommen. De Nota tot toelichting van het ontwerp verklaart dat het hier geldt « degelijk bepaalde schuldvorderingen van vóór 1912, die, wegens uitzonderlijke omstandigheden, niet binnen de wettelijke termijnen konden worden vereffend ».

ARTIKEL 2.

De overdrachten, waartoe machtiging dient te worden verleend, zijn omstandig vermeld in de tabel A, die aan het ontwerp is toegevoegd. Zij bedragen te zamen fr. 877,659,73, te verdeelen onder de zeven verschillende ministeriën, in artikel 2 aangewezen. Zij betreffen enkel Begrotingen voor het dienstjaar 1912.

Het schijnt mij toe, dat de aan het ontwerp toegevoegde *Nota* ze billijkt.

Daaraan dienen enkel de volgende opmerkingen te worden toegevoegd :

1^o Uit de rechtvaardiging van de overdracht betreffende artikel 3 der Begrooting van Justitie blijkt nogmaals dat de zoogenaamde « sociale » wetten niet kunnen toegepast worden zonder eene verhooging van 's Lands uitgaven. De aangevraagde overdracht bedraagt eene verhooging van 44,700 frank op het krediet, dat vroeger in artikel 3 was uitgetrokken. « De inrichting van den dienst voor kinderbescherming, zegt de *Nota*, gaf aanleiding tot zeer veel drukwerk : daaruit volgt eene vermeerdering van uitgaven van meer dan 25,000 frank in 1912. Van een anderen kant werd de inrichting van nieuwe lokalen geveerd voor meerder personeel ter oorzaak van deze nieuwe instelling en van den dienst der dactyloscopie. »

Anderzijds leest men, naar aanleiding van artikel 11, « overdracht van 2,700 frank, veroorzaakt door het toenemen van het getal zaken behandeld in de griffies, inzonderheid ten gevolge van de kinderrechtbanken ».

Bij artikel 24 leest men insgelijks : « Uitgave van eene verzameling van toelichtende omzendbrieven uitgaande van het Ministerie van Justitie, enz. Aangevraagde overdracht : 600 frank. Het verschil is hieraan toe te schrijven, dat, in 1912, eene uitlegging van de kindernet, alsook een vlugschrift betreffende de uitvoering dier wet uitgegeven werden. »

Op eene andere plaats wordt het bijkomend krediet van 63,000 frank, aangevraagd op artikel 41 der Begrooting van Justitie, gebillijkt als volgt : « Door het in werking treden van de kindernet was het aantal leerlingen van 's Rijks weldadigheidsscholen, in 1912 vrijgelaten, veel grooter dan het gewoon getal dat als grondslag had gediend voor de berekening van dit krediet. »

Men moet ook niet vergeten dat het aangevraagde krediet van 5,500 frank, alhoewel het aan artikel 61 derzelfde Begrooting wordt verbonden, zooals verder zal worden vastgesteld en volgens het Departement van Justitie cor-

deelt, vooral ten doel heeft, te voorzien in de kosten van oprichting der nieuwe gebouwen bij de Weldadigheidsschool te Moll, moettende dienen voor de Waarnemingsschool waarvan de opening wordt vereischt door de kindernet van 15 Mei 1912.

2^o Voor de Begrooting van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen moet enkel worden vermeld de overdracht voorgesteld bij artikel 36 (betreffende het aandeel van het Bestuur der Posterijen in de uitgaven voor de kleeding der brievenbestellers), tot een bedrag van 72,367 frank. Het is althans ontoereikend geworden, omdat de kleedingstukken en andere voorwerpen voor de kleeding duurder zijn geworden en er eene bijkomende toelage werd verleend voor het bedrijfskapitaal van het kleedingfonds.

3^o Op de Begrooting van Oorlog bedragen de overdrachten 486,600 frank.

Ze zijn omstandig vermeld, zonder verdere bijzonderheden, in de *Nota* toegevoegd aan het wetsontwerp.

De meest ontoereikende kredieten betreffen de artikelen 10 (165,700 frank) en 31 (139,600 frank).

Te dien opzichte gaf het Departement van Oorlog aan den verslaggever der Bijzondere Commissie en op dezee aanvraag de aanvullende inlichtingen die volgen :

« Op artikel 10 zijn er 165,700 frank te kort. Dit is veroorzaakt door de terugroeping der klassen in Juni laatstleden en door de vermeerdering, met fr. 0.50, van de vergoeding toegekend aan de militaire gedecoreerden der 1^e klasse.

» De overdracht in artikel 31 is te wijten aan meerdere reiskosten wegens de nieuwe behoeften van den dienst en de zending van verschillende officieren naar andere landen, met name naar Japan, de Balkanstaten, Zweden en Noorwegen.

» Ten overige heeft men, in 't algemeen, wat betreft de bijkomende kredieten, dit jaar gehandeld zooals vroeger en de rechtvaardiging is dezelfde als verleden jaar, wanneer de kredieten ontoereikend waren tot een bedrag van meer dan 800,000 frank en de artikelen 15, 24 en 26 alleen 155, 138 en 205,000 frank bedroegen. »

De *Nota*, die bij het ontwerp is gevoegd, bepaalt ook hoe, « door overschotten op sommige artikelen », in bedoeld te kort zal worden voorzien.

Onder die overschotten vermeldt zij er een van 3,500 frank op het eerste artikel der Begrooting, betreffende de jaarwedde van den Minister. Uit de inlichtingen, door den verslaggever gevraagd, blijkt dat 3,500 frank op de 21,000 frank van de jaarwedde des Ministers vervielen, daar de heer de Broqueville, als tijdelijke Minister van Oorlog, van Februari tot April, wanneer er geen ander titularis was, voor dit tijdsverloop geene jaarwedde heeft getrokken als Minister van Oorlog : zoo zijn die 3,500 frank beschikbaar gebleven.

ARTIKEL 3.

De aangevraagde bijkomende kredieten moeten worden gebracht op Begrotingen voor het dienstjaar 1912. Zij zullen bedragen de som van fr. 28.814.979.48. Zij moeten dienen om schuldvorderingen betreffende vervallen (1908 en vroegere) en gesloten dienstjaren (1909, 1910 en 1911), alsmede schuldvorderingen betreffende het dienstjaar 1912 te betalen.

Het past te doen opmerken dat bedoelde fr. 28.814.979.48 worden verdeeld als volgt : fr. 26,581,258.49 voor het dienstjaar 1912 en fr. 2,233,720.99 voor het dienstjaar 1911 en vroegere dienstjaren.

Klaarblijkelijk volgt daaruit dat, al werden zelfs de aangevraagde kredieten van fr. 2,233,720.99 voor de dienstjaren 1911 en vroegere gebracht op de begrotingen voor die dienstjaren, in plaats van de begrotingen voor het dienstjaar 1912, de dienstjaren 1911 en vroegere toch een overschot zouden hebben opgeleverd, daar het bedrag der overschotten, voor die dienstjaren bekomen, veel aanzienlijker is dan de desbetreffende, door het huidig ontwerp aangevraagde kredieten.

Het eerste aangevraagde bijkrediet betreft artikel 4 van de Begrooting der Dotatiën. Het bedraagt 28,300 frank en is bestemd voor de Kamer.

Ongetwijfeld is dit krediet volkomen gerechtvaardigd. Het is nochtans niet onnoodig aan te merken dat de werken, voor de Kamer uitgevoerd, niet altijd tegen een matigen prijs worden betaald : verre van daar. Vooral wanneer het haar eigen betreft, moet de Kamer zuinig omgaan met 's Lands geld. Is dat altijd zoo geschied? 't Ware niet moeilijk, het tegendeel te bewijzen. Men mag in elk geval verwachten dat sommige vroegere misbruiken zich niet meer zullen voordoen en dat men niet zal moeten betreuren dat het Hooger Comité van contrôle zich met de zaken der Kamer niet moet bemoeien.

Het is, overigens, algemeen bekend dat tal van aannemers, werkende voor den Staat of voor de openbare diensten, stelselmatig hunne prijzen verhoogden met ten minste 10 t. h., zoo het niet het dubbel is. Helaas ! De Kamer was vaak verplicht te betalen tegen zulke... ongenadige prijzen !

Naar aanleiding van de bijkomende kredieten, aangevraagd voor het Ministerie van Justitie, werden enkele uitleggingen gevraagd tot aanvulling van de aan het ontwerp toegevoegde *Nota*.

Dat deed men inzonderheid voor de kredieten van 28,600 frank en van 24,500 frank, te voegen bij de artikelen 22 en 33 der Begrooting.

Om ze te rechtvaardigen, steunt de *Nota* hierop, dat in de drukkerij van het *Staatsblad* meerder personeel moest aangesteld worden wegens de toeneming, in de jongste tijden, van het drukwerk waarmee die drukkerij werd belast.

Er werd gevraagd « waaruit het meerdere drukwerk, toevertrouwd aan de drukkerij van het *Staatsblad*, juist bestond en voortaan bestaan zal ».

Aan den verslaggever der Bijzondere Commissie werd geantwoord als volgt :

« Het meerdere werk, dat aan de drukkerij van het *Staatsblad* werd opgelegd, betreft voornamelijk : *A)* het uitgeven van het *Commentaire législatif de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance* en van het vlagschrift betreffende de wijze waarop het ter beschikking stellen van de Regeering geschiedt (wet van 27 November 1894 en artikel 72 van het Strafwetboek). Beide werken bevatten respectievelijk 589 en 93 bladzijden druks; *B)* het drukken van al de stukken voor het inrichten van de comptabiliteit betreffende den nieuwen dienst, die door het toepassen van deze wet noodig is geworden; *C)* al de formulieren betreffende den nieuwen dienst voor de rechterlijke persoonsbepaling, en *D)* het drukken van de annalen van het middelbaar onderwijs.

» Tevens moet men in aanmerking nemen dat het getal bladzijden van het *Staatsblad* geklommen is van 8,152 tot 8,536; het getal regels van het *Recueil spécial des actes de société* steeg van 847,390 tot 932,470 en het aantal akten van de vakvereenigingen vermeerderde met 338. Eindelijk, het *Bulletin mensuel du Commerce* vermeerderde maandelijks met 2 vellen, elk van 8 bladzijden.

» Daarbij moet gevoegd worden, dat de uitbreiding der uitgegeven schriften gepaard ging met eene vermindering van het getal uren arbeid in de drukkerij en dat uit dien hoofde eene vermeerdering van het personeel noodzakelijk was geworden. »

Er werd eveneens gevraagd dat men nauwkeurig zou vermelden hoe het bijkrediet van 25,000 frank, te voegen bij artikel 44 der Begrooting voor het dienstjaar 1912, betreffende het werkloon der gevangenen, gerechtsvaardigd wordt.

Het Departement van Justitie antwoordde als volgt :

« De grondslagen van het werkloon der gevangenen werden niet gewijzigd. De hoeveelheid afgeleverd werk nam toe : daaruit volgt de verhooging van het bedrag der betaalde loonen. Deze meerdere uitgave vindt, evenwel, haar tegenwicht in de Begrooting van 's Lands Middelen; artikel 33 (verschillende opbrengsten der gevangenissen) bevat inderdaad het maakloon, door de aannemers aan het bestuur betaald.

» Er dient te worden gezegd dat, voor 1913, het bedrag van dit artikel verhoogd werd met 50,000 frank (500,000 frank in plaats van 450,000 frank). »

Het bijkrediet, aangevraagd op artikel 64 der Begrooting, luidt : « Vergrootings- en verbeteringswerken in de Weldadigheidsscholen van den Staat, enz. : 55,000 frank ».

De bij het ontwerp gevoegde *Nota* wettigt dit bijkrediet aldus : « Aanzienlijke wijzigingen moesten zonder verwijl worden gebracht in de werken welke men uitvoerde; dit veroorzaakte die bijkomende uitgaven, welke niet voorzien waren. »

Om te weten of deze bijkomende uitgave niet het gevolg was van een ontoereikend bestek, werden nieuwe inlichtingen gevraagd.

Het Departement van Justitie antwoordde :

« Het bijkrediet van 55,000 frank, door ons aangevraagd op artikel 61 der Begrooting van Justitie voor het dienstjaar 1912, heeft ten doel, ons in staat te stellen, spoedig de kosten te kunnen betalen, die hoofdzakelijk werden gedaan voor het oprichten van de nieuwe gebouwen in de Weldadigheidsschool te Moll, moeiende dienen voor de Waarnemingschool waarvan de opening wordt vereischt door de wet van 25 Mei 1912 op de kinderbescherming.

» Deze School, die men begon te bouwen in 1911, zal nog dit jaar worden geopend.

» Ten einde deze opening te verhaasten, moesten wij de werken doen bespoedigen, lokalen doen wijzigen : dat zijn de redenen van de meerdere uitgaven. »

Onder de bijkredieten, door het Departement van Wetenschappen en Kunsten aangevraagd, dienen vooral de volgende te worden vermeld :

Op artikel 11 wordt een bijkrediet van fr. 17,712.30 aangevraagd, bestemd om de meerdere uitgaven, veroorzaakt door het toekennen van premiën aan de Belgische tooneelschrijvers wegens het opvoeren van hunne werken in den loop van 1912, te dekken tot een bedrag van 10,840 frank.

Op de vraag hoeveel de premiën, voor 1912 toegekend aan de Belgische tooneelschrijvers wegens het opvoeren van hunne werken, in 't geheel zullen bedragen, met inbegrip van de 10,840 frank van het bijkrediet van fr. 17,712.20 op artikel 11, antwoordde de Minister van Wetenschappen en Kunsten als volgt :

« Op de kredieten, reeds uitgetrokken op de Begrooting voor 1912, werd tot nu toe uitbetaald de som van fr. 22,950.30 als toelagen aan de tooneelschrijvers. Voor het overige diende het krediet om de zitpenningen, de reis- en verblijfkosten der leden van de commissiën en comiteiten tot onderzoek der tooneelwerken, alsmede om den prijs van den driejaarlijkschen wedstrijd, de onkosten van de jury, de toelagen van de schouwburgbestuurders, enz., uit te betalen.

» Voegt men bij bovengemelde uitgave het bedrag van het aangevraagde bijkrediet, dan bekomt men in het geheel fr. 22,953.30 + 10,848 frank, te zamen fr. 33,793.30, om aan de tooneelschrijvers de toelagen uit te betalen wegens het opvoeren, in 1912, van geprimeerde werken.

» Er dient te worden gezegd dat het onderzoek van verscheidene aanvragen om toelagen tot nu toe niet is afgelopen, dat bijgevolg de toelagen niet konden bepaald worden bij koninklijk besluit en dat het dus onmogelijk is, op enkele franken na, te voorzien tot welk bedrag men zich uit dien hoofde verbonden heeft.

» Laat men onverlet die aanhangige zaken, alsmede de premiën, welke,

hoewel verschuldigd, nog niet werden opgeëischt door de schrijvers die daartoe tot in de maand October van dit jaar gerechtigd zijn, dan moeten er nog 6,975 frank premiën uitbetaald worden. »

Op eene tweede vraag van den verslaggever antwoordde de Minister van Wetenschappen en Kunsten : « dat het geheel bedrag van de zitpenningen, reis- en verblijfkosten der commissiën en comiteiten tot onderzoek der tooneelwerken fr. 8,539.25 bedroeg in 1912 ». Hij voegde er bij « dat de onkosten van het muziek-comiteit tot nu toe, 6 Juni 1913, nog niet werden opgeëischt ».

Op artikel 31, betreffende de « Examenjury's door de Regeering aangesteld voor het begeven van de academische graden, enz. », wordt een bijkrediet aangevraagd van fr. 31,407.05, dat, volgens de *Nota*, noodig is wegens den langeren duur der zittijden, gevolg van het toenemend aantal recipiendi (buiten de fr. 4,292.60 tot bestrijding der onkosten van den tweeden zittijd in 1912).

Het geheel bedrag der sommen, bestemd om in 1912 de reiskosten en de zitpenningen te dekken voor de examenjury's aangesteld door de Regeering tot het begeven der academische graden, bedroeg, op artikel 31, fr. 86,814.45, met inbegrip van het bijkrediet van fr. 26,814.45 (31,407.05 — 4,292.60).

De zitpenningen, de reiskosten — die wellicht, in dit geval zooals in vele andere van gelijken aard, met goed gevolg konden vervangen worden door het vrij verkeer op den spoorweg — en de verblijfkosten worden toegekend volgens de bepalingen en tarieven van een organiek reglement.

Men dient ook niet uit het oog te verliezen, dat de geheele opbrengst van de inschrijvingsrechten voor deze examens in 's Rijks kas wordt gestort.

Het blijft niettemin waar, dat 86,814 frank voor de werking van gezegde jury's een mooi sommetje is en men terecht vragen mag of die jury's niet even goed zouden kunnen werken zonder zooveel te kosten.

Overigens, uit verdere inlichtingen ingewonnen door den verslaggever der Bijzondere Commissie blijkt, dat de opbrengst der inschrijvingsrechten voor de examens, door de Regeering ingesteld tot het begeven van de academische graden, slechts fr. 55,412.50 bedroeg, buiten de zegelrechten, zijnde fr. 0.25 per quitantie of, te zamen, fr. 164.25.

Men moet bekennen dat, wanneer examens fr. 55,412.50 wegens inschrijvingsrechten opbrengen en daarvoor fr. 86,814.25 worden uitgegeven wegens reiskosten en zitpenningen aan de leden der examenjury's, de zaken niet in den haak zijn. Men verhoogde de inschrijvingsrechten, zoo het noodig is, of men verminderde de uitgaven voor de examenjury's; in elk geval schijnt de huidige toestand niet te kunnen blijven voortduren. Verder dient men aan te merken, dat de som van 86,814 frank gelijkstaat met de jaarwedde van een en twintig personen, op den voet van 4,000 frank.

Op artikel 50, betreffende de « gemeentelijke inrichtingen van middelbaar onderwijs voor meisjes, toelagen », wordt een bijkrediet van fr. 1,896.63

aangevraagd. De bij het ontwerp gevoegde *Nota* vermeldt, dat de ontoereikendheid van het krediet voortspruit uit de toekenning van toelagen aan de *gemeentelijke* middelbare scholen voor meisjes, te 's Graven-Brakel, Oostende en Spa.

Op artikel 53 wordt een bijkrediet van fr. 6,399.59 aangevraagd. Dit artikel betreft de « wachtgelden van leden van het beheerend en onderwijzend personeel der normaalgestichten voor middelbaar onderwijs, der middelbare onderwijsgestichten van den Staat, alsmede van de opzieners van deze gestichten ».

De bij het ontwerp gevoegde *Nota* verklaart de aanvraag van het bijkrediet (buiten de fr. 14.25 die gelden voor het dienstjaar 1911), door deze beschouwing : « het krediet is ontoereikend omdat er een buitengewoon groot aantal personen beschikbaar gesteld werden. »

Daar het wenschelijk scheen meer omstandige inlichtingen te bekomen, werd tot den Minister van Wetenschappen en Kunsten de volgende vraag gericht :

« Welk is, bij benadering, het aantal beschikbaar gestelde personen boven het gemiddeld aantal in de vorige jaren, waardoor de ontoereikendheid van het krediet bij artikel 53 wordt verklaard? »

» Aan welke oorzaken moeten dit « buitengewoon groot aantal » beschikbaar gestelde personen » worden toegeschreven? »

De Minister van Wetenschappen en Kunsten antwoordde :

« De beschikbaar gestelde leden van het onderwijzend personeel der middelbare scholen van den Staat waren in 1911 ten getale van 63; in 1912, ten getale van 70.

» Deze leden van het onderwijzend personeel werden allen beschikbaar gesteld wegens hunnen gezondheidstoestand; volgens het oordeel der Geneeskundige Commissie, zijn ze niet in staat om hunnen dienst te hernemen en, anderzijds, voldoen zij niet aan de vereischte voorwaarden om op pensioen te worden gesteld. »

Menigeen is van meening, dat bedoeld personeel gebruik en misbruik maakt van de gezondheidsredenen om aan de ambtsverplichtingen te ontsnappen. Zonder daarover thans een bepaald oordeel te willen vellen, moet men toch getroffen zijn door het feit, dat er talrijke en, op sommige jaren « buitengewoon talrijke » belanghebbenden beschikbaar gesteld worden. Het betrokken Departement kan niet waakzaam genoeg optreden op dit gebied en nieuwe maatregelen schijnen dan ook nuttig toe.

Onder de bijkredieten, aangevraagd voor het Departement van Spoorwegen, zijn er eenige het gevolg van het oprichten van het nieuw Departement van Zee-, Post- en Telegraafwezen, dat, men moet het wenschen zonder het te durven verwachten, niet aanleiding geven zal tot nieuwe en

aanzienlijkere uitgaven wegens uitbreiding van de ambtenarij (soms een van de zekerste gevolgen van soortgelijke nieuwe inrichtingen).

Op artikel 6 wordt een bijkrediet van 38,400 frank aangevraagd, « dat, volgens de *Nota*, noodig is om de meerdere uitgave wegens de herinrichting van den dienst der advocaten te bestrijden. »

De Minister van Spoorwegen deed aan den verslaggever der Bijzondere Commissie de volgende verklarende nota geworden :

« Het bijkrediet van 38,400 frank is gewettigd, ten bedrage van 5,100 frank, door de verhoogde eereloonen verleend aan de heeren Jones, Jaspar, Verhaeghe en Gérard; ten bedrage van 17,500 frank, door de aanstelling van nieuwe advocaten wegens het toenemen van het getal betwiste zaken, alsmede door de toevoeging van een advocaat-raadsman bij den dienst der vereenigingen, in het Ministerie ingericht; ten bedrage van 12,500 frank, door het opnemen, in het krediet uitgetrokken in artikel 6, van de eereloonen welke vroeger op artikel 27 werden betaald aan de advocaten belast met de geschillen wegens verlies en averijen van de goederen; ten bedrage van 7,500 frank, door het in regel stellen van den toestand van drie tijdelijke advocaten, wier eereloonen vroeger op artikel 2 der Begrooting werden betaald.

» Anderzijds is er eene vermindering van 3,000 frank wegens het vervangen van wijlen Mr. Le Jeune door den nieuwen advocaat bij het Hof van Cassatie, door het Departement aangenomen.

» Het verschil van 1,000 frank tusschen de hierboven gewettigde uitgaven en het aangevraagde bijkrediet spruit voort uit den toestand van het krediet van artikel 6 gedurende het dienstjaar 1912. »

Op artikel 9 wordt een bijkrediet van 115,210 frank aangevraagd. Dat artikel betreft « het drukwerk, de tarieven, reiskaartjes, kantoorbehoefden, enz. » De ontoereikendheid van het eerst uitgetrokken krediet zou te wijten zijn aan « het aankopen van schrijf- en rekenmachines, alsmede aan het uitvoeren van allerhande belangrijk druk- en herdrukwerk ».

Ziehier de omstandige opgave ervan, zooals die blijkt uit eene aanvullende toelichtende nota, door den Minister van Spoorwegen aan den verslaggever der Bijzondere Commissie overgemaakt :

« Aankoop van schrijf- en rekenmachines fr.	36,000	»
» Herdrukken, in 1912, van het binnenlandsch tarief der goederen, dat dagteekende van 1 Januari 1912 . . .	11,000	»
» Drukken en inbinden van het album, klein formaat, der personenrijtuigen	2,000	»
» Graveeren van eene kaart van het Belgische spoorwegnet met tweetaligen tekst	1,300	»
» Aankoop van eene grootere hoeveelheid karton voor		
OVER TE DRAGEN. fr.	50,300	»

OVERGEBRACHT. fr.	50,300 »
reiskaartjes, met het oog op de toeneming van het verkeer ten gevolge van de Tentoonstelling te Gent	4,000 »
» Aanvullende bestellingen van papier wegens het meer benuttigen van de op een groot getal exemplaren gedrukte stukken, ten gevolge van het toenemen van het verkeer; wegens het herdrukken van de algemeene verordeningen, vereischt door de wijzigingen gebracht in die onderrichtingen	29,000 »
» Kosten van het herdrukken van algemeene verordeningen en van het nieuw tarief der stoffen	9,000 »
» Ontoereikendheid van het krediet uitgetrokken voor de kantoorbehoefden, wegens het toenemen van het verkeer, de hogere prijzen en het invoeren van de boekhoudingstelsel Rowan in de werkhuizen	16,800 »
» Papier vereischt voor het drukken van de nieuwe spoorwegzegels met het oog op het toenemen van het frankeren der colli bij het verzenden	4,000 »
» Allerhande uitgaven wegens het toenemen van het verkeer	2,010 »
TE ZAMEN. fr.	115,210 »

Op artikel 18, betreffende het loon der werklieden, wordt een bijkrediet van 1,380,634 frank aangevraagd.

« De ontoereikendheid van het eerst uitgetrokken krediet, zegt de *Nota*, wordt verklaard door het toenemen van het verkeer, het rijden van nieuwe treinen, de verbeteringen voor het personeel en de toepassing van het stelsel Rowan opdat de bedienden er belang zouden bij hebben, den geregelden gang der werken te verzekeren. »

Ziehier eene meer omstandige opgave van het aangevraagde krediet :

« Uitbreiding van het kader der machinisten, stokers, remmers en van het overige personeel, begrepen in de gezamenlijke staten :

1° van het tweede halfjaar 1912 fr.	196,450 »
2° van het eerste halfjaar 1912	284,660 »
3° van het tweede halfjaar 1911	167,320 »

» Het geldt de regelmatige betaling van het personeel voor den dienst der voorloopig ingerichte treinen, waarvan de afschaffing niet meer te voorzien is wegens de toeneming van het verkeer.

» Vermeerderingen van personeel toegestaan buiten de halfjarige staten :

» Meirelbeke, 9 machinisten, 9 stokers en overeenstemmend personeel.	61,785 »
--	----------

OVER TE DRAGEN. fr. 710,215 »

OVERGEBRACHT. fr. 710,215 »

» Uitgaven wegens de vermeerderingen toegestaan voor het bedienen van de nieuwe treinen ingericht ten gevolge van bijzondere voorstellen 299,769 »

» Bijkomende uitgaven voortspuitende uit :

» A. — het vervangen van de vergoedingen aan de machinisten voor het overnachten door eene vergoeding berekend naar den duur van den dienst 50,000 »

» B. — het toekennen van de geregelde bevordering aan de machinisten, stokers, remmers, alsmede uit het verhoogen van het loon van sommige klassen van bedienden. 102,270 »

» C. — het invoeren van het premiestelsel Rowan voor den arbeid in de werkhuizen van de spoorwegslijnen . . . 82,400 »

» D. — het vervangen van de werklieden (bij besluit aangesteld in 1912) gedurende hunne verlofdagen . . . 16,000 »

» E. — het betalen van het volle loon, wegens ziekverlof, aan de in 1912 bij besluit aangestelde bedienden . 120,000 »

TE ZAMEN fr. 1,380,634 »

Wat het Ministerie van Oorlog betreft, onder de bijkredieten voor uitzonderlijke uitgaven komt eene som van 241,720 frank voor.

De bij het ontwerp gevoegde *Nota* wetligt dat krediet, doordat « de waarschijnlijke afschaffing van het automatisch pistool der uitrusting van de manschappen bij de veldartillerie eene som van 241,720 frank beschikbaar maakte op het krediet van 494,000 frank, uitgetrokken in artikel 58 (wet van 28 December 1912).

Zij voegt erbij : « Er wordt gevraagd dat die som van 241,720 frank moge besteed worden tot het aankopen van mitrailleurs, model 1911, en van reserve-zuigers voor die wapens ».

Men zou dus kunnen denken dat het hier eene eenvoudige overdracht geldt veeleer dan een bijkrediet.

Dat ware echter verkeerd.

De som van 241,720 frank, die niet zal benuttigd zijn op artikel 58 der Begrooting van Oorlog, en het *nieuw* krediet 60, van gelijk bedrag, maken eigenlijk geen overdracht uit tusschen die twee artikelen.

In de boekhouding bedoelt het woord « overdracht » over 't algemeen enkel de overschrijvingen tusschen *bestaande* artikelen in eene zelfde begrooting.

Welnu, in dit geval is er, eenerzijds, een gedeelte van het krediet dat niet zal benuttigd worden op artikel 58 (als gevolg van § 3 van artikel 2 der wet van 15 Mei 1846, zal die som als niet benuttigd vervallen op 31 October aanstaande, dag der sluiting van het dienstjaar 1912).

Anderzijds wordt er wel een krediet van gelijk bedrag aangevraagd, maar deze aanvraag maakt een *nieuwe* artikel op de Begrooting uit. Het bedrag kon verschillend zijn.

Op artikel 13 der Begrooting van Financiën wordt een bijkrediet van 15,000 frank aangevraagd. Het wordt gerechtvaardigd als volgt :

« De toeneming van de uitgaven in 1912 is vooral te wijten aan de kosten veroorzaakt door het overbrengen van verscheidene diensten van het Hoofdbestuur naar nieuwe lokalen en, in bijkomende orde, aan het toemenen van de algemeene kantoorkosten (kantoorbehoeften, brandstoffen, licht, water, enz.). »

De uitgaven wegens kantoorkosten in het Ministerie van Financiën willen wij niet bekribbelen; het zal ons echter wel toegelaten zijn, te doen uitschijnen dat de uitgaaf voor papier aanzienlijk is en men ze bijgevolg zou moeten verminderen, als 't kan. Nu, op dat gebied zou het Ministerie van Financiën misschien de handelwijze van de Ministeriën in Frankrijk kunnen navolgen, onder andere voor de briefwisseling; het zoogenaamde stelsel « van het dubbel blad » werd er vervaangen door het stelsel « van het enkel blad ». In ons Ministerie van Oorlog ook werd, naar het schijnt, dat stelsel sinds langen tijd toegepast en is het wellicht nog.

De besparing, die daaruit zou kunnen voortspruiten in het Ministerie van Financiën, zou eveneens in de andere Ministeriën kunnen gedaan worden.

Op artikel 14 der Begrooting van Landbouw, betreffende het « materieel van 's Rijks veeartsenijschool, enz. » wordt een bijkrediet van 5,215 frank aangevraagd.

Het wordt gewettigd in deze bewoordingen : « De centrale verwarming ingericht ter veeartsenijschool ⁽¹⁾ heeft bijkosten veroorzaakt wegens het opslaan van de kolen : die bijkosten bedragen fr. 4,007.50 voor het dienstjaar 1912. »

Op de vraag, wat de verwarming van die veeartsenijschool zal gekost hebben gedurende het dienstjaar 1912, met inbegrip van die fr. 4,007.50, heeft het Departement geantwoord : fr. 22,961.26.

Het ware moeilijk te zeggen dat het... voor niets is!

ARTIKELEN 4 EN 5 VAN HET ONTWERP.

De artikelen 4 en 5 van het ontwerp komen daarin voor onder het opschrift : *Verscheidene bepalingen.*

Over artikel 4 valt er niets te zeggen.

(1) De school had, in 1911-1912, 114 leerlingen; in 1912-1913 zijn er 101.

Met artikel 5 is het anders gelegen.

Het strekt om een krediet van zes miljoen vijf honderd duizend frank (6,500,000 frank) ter beschikking van het Ministerie van Financiën te stellen, om 's Rijks aandeel in de Naamlooze Vennootschap der vaart en der haveninrichtingen van Brussel te verhoogen.

De Toelichting zegt niet meer — zooals voor de regelingen, overdrachten en bijkredieten — dat « de beschikbare gewone geldmiddelen van het dienstjaar 1912 toereikend zijn om de bij dat artikel voorziene uitgaven te dekken ».

Overigens, het geldt hier klaarblijkelijk eene uitgaaf die gedekt moet worden door de buitengewone middelen.

Bovendien moet het zóó zijn, naar luid van het tweede lid van artikel 5 dat inderdaad bepaalt : « Dit krediet wordt gebracht op de Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1912 ».

De aan het ontwerp toegevoegde *Nota* is tamelijk laconisch, wat betreft artikel 5.

De volgende inlichtingen zijn geschikt om ze aan te vullen :

De Maatschappij der vaart en haveninrichtingen van Brussel kwam tot stand in 1896 om, als het ware, het uitvoerend organisme te zijn van eene vereeniging van openbare machten, opgericht om van de vaart van Brussel naar den Rupel een zeekanaal te maken, eene haven te Brussel te graven en bedoelde vaart en haven in bedrijf te nemen.

De openbare machten deelgenooten zijn de Staat, de provincie Brabant, de stad Brussel, de voorsteden Anderlecht, Etterbeek, Elsene, Laken, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Sint-Joost-ten-Oode, Schaarbeek, de gemeente Koekelberg en de stad Vilvoorde.

Het maatschappelijk kapitaal, eerst op 33,580 frank bepaald, werd ingeschreven als volgt :

Staat	fr. 10,000,000 »
Provincie Brabant	4,000,000 »
Stad Brussel	14,400,000 »
De overige gemeenten, te zamen	5,180,000 »

Herhaaidelijk werd het plan der werken gewijzigd, vooral om de haveninrichtingen van Brussel ruimer te maken en de bevaarbaarheid der vaart te verbeteren, te weten : in 1897, wijziging van het plan der eigenlijke haven ; in 1902, verlaging van het waterpeil der vaart ten einde het getal schutsluizen te verminderen ; in 1906, uitmonding van de vaart in den Rupel bij de becht van Wintham ; in 1908, verdieping van de vaart tot op 6^m50 en verbreding van den bodem.

De wijzigingen van 1908, die van belang waren en duur kostten, gaven

aanleiding tot eene verhooging van kapitaal van 17 millioen, waarvoor werd ingeschreven door drie van de deelgenoten :

De Staat.	fr. 14,408,000	»
De provincie Brabant.	564,000	»
De stad Brussel	2,028,000	»

Het oorspronkelijke kapitaal is aflosbaar in 90 jaar, door middel van annuïteiten die de delging en de betaling der interesten verzekeren van de bij den aanvang door de vennootschap aangegane leening ter uitvoering van de werken en ter toerusting van de haven.

Voor de verhooging van het kapitaal verkozen de drie inschrijvers de contante betaling naarmate de werken zouden vorderen. Zóó komt het dat op 31 December 1912, volgens de laatste balans van de maatschappij, deze nog slechts te ontvangen had eene som van 2,636,000 frank van het bedrag der drie aanvullende inschrijvingen.

Het verslag van den Beheerraad — samengesteld uit vijf afgevaardigden van den Staat, een afgevaardigde van de provincie, drie van de stad Brussel en een van de overige gemeenten te zamen — verslag uitgebracht ter algemeene vergadering van 15 Mei laatstleden, bevat belangwekkende bijzonderheden over de uitgevoerde werken zoowel aan de haven als aan de vaart, alsmede over de nog uit te voeren werken.

Deze laatste hebben inzonderheid betrekking tot de vierde en laatste sectie, welke eigenlijk de verlenging is van de oude vaart tusschen de oude uitmonding, ietwat boven Willebroek, en de nieuwe uitmonding, te Wintham.

De Beheerraad kondigt aan, dat, « behoudens onvoorziene voorvallen, het zeekanaal zal kunnen geopend worden in de lente van 1914 ».

In eene bijlage van het verslag zijn vermeld de uitgaven voor aankopen van grond, voor werken en voor toerusting.

Ziehier de samenvatting daarvan :

Stapelhuis (gebouw, loodsen, enz.)	fr. 5,607,826	14
Haven	14,049,406	89
Vaart	34,144,298	87
TE ZAMEN.	fr. 53,771,231	90

Daaruit volgt dat, reeds op het einde van verleden jaar, de inrichtingskosten het ingeschreven kapitaal overschreden met meer dan 3 millioen. De hoofdzakelijke reden daarvan is, dat, sedert verscheidene jaren, de Maatschappij, in stede van dividend te geven, hare bedrijfswinsten aan de werken heeft besteed.

Het is van belang, hier deze winsten van de laatste drie jaren te vermelden :

1910	fr. 510,076 34
1911	535,740 79
1912	651,327 24

In zijn verslag over het dienstjaar 1910 zette de Beheerraad breedvoerig uiteen, welke feiten en omstandigheden tot eene aanzienlijke misrekening in de uitvoering van de vierde sectie aanleiding gaven.

Er moest eene nieuwe bedding van ongeveer 6 kilometer worden gegraven; daartoe was noodig de verlegging van eene baan, van eene spoorweglijn, van eene rivier en van verscheidene beken, het bouwen van verscheidene kunstwerken, namelijk van de groote sluis te Wintham en van de geul die toegang daartoe moet geven.

Het verslag van 1910 vatte de oorzaken dier misrekening aldus samen :

- « Kortom, van het begin tot het einde van de vierde sectie stuitte men
- » op groote moeilijkheden.
- » Aanzienlijke wijzigingen moesten worden gebracht in de plans waar-
- » van de uitvoering was aanbesteed aan den heer Dumon. Anderdeels
- » moesten de werken, tijdens de uitvoering, talrijke wijzigingen onder-
- » gaan wegens de buitengewoon slechte gesteldheid van den grond
- » waarin werd gewerkt.
- » De aannemer hield niet op, te wijzen op het verlet dat hij moest
- » ondergaan, op de vertraging, de hinderpalen, de stoornis waarmede hij
- » af te rekenen had in de uitvoering der werken, op de grootere moeilijk-
- » heden, de verandering van de onderneming en op wat hij heet « de
- » wijziging van den geest waarin de oorspronkelijke overeenkomst was
- » opgevat » om deswege vergoeding te eischen.
- » Na lastige onderhandelingen deed onze Beheerraad de overtuiging op,
- » dat het noodig was de zaak in der minne te regelen, zoowel om redenen
- » van recht en billijkheid als om de onderneming tot een goed einde te
- » brengen. Hij werd het eens, in beginsel, met den heer Dumon over de
- » grondslagen van eene aanvullende overeenkomst. »

In zijn volgend verslag behandelde de Beheerraad nogmaals den toestand als volgt :

- « De zeer zware moeilijkheden, welke zich voordeden in de vierde
- » sectie en inzonderheid het gevolg waren van de moerasachtige en uiterst
- » veranderlijke gesteldheid van den grond, alsook van de talrijke en
- » aanzienlijke wijzigingen in de verschillende werken gebracht, werden
- » in het vorig verslag uiteengezet.
- » De onderhandelingen met den aannemer Dumon leidden tot eene
- » nieuwe overeenkomst op 17 Mei 1911; deze regelt, eenerzijds, de
- » vergoedingen, aan den aannemer te betalen wegens de stoornis, die zijne

- » onderneming onderging, en bepaalt, anderzijds, den prijs en de voor-
- » waarden van de nog uit te voeren werken.
- » Door deze overeenkomst werd de datum voor de voltooiing van het
- » werk verschoven tot op 31 December 1913. »

Volgens de van haar uitgaande bescheiden heeft dus de Maatschappij der vaart en haveninrichtingen van Brussel in de uitvoering der werken van de vierde sectie der vaart misrekeningen ondergaan, welke vooral hun oorsprong vonden in de slechte gesteldheid van den grond.

Laten wij den toestand nader bepalen:

De vierde sectie van de vaart loopt door de polderstreek van Willebroek, Ruisbroek en Wintham.

Toen de werken een aanvang namen, was de grond met dicht gewas beplant; de moeilijkheden deden zich enkel voor, naarmate de insneden werden gemaakt en de uitgraving vorderde, vooral tusschen den spoorweg Boom-Ruisbroek en Wintham.

In deze streek vond men, bij de insneden, turfslagen van 4^m50 dikte, die op zekere plaatsen geheel moesten uitgegraven en door zand vervangen worden om zekere gedeelten van de dijken behoorlijk te vestigen.

Op andere plaatsen bevond men dat men door armen van oude gedempte rivieren trok; uit hoofde van den slijkachtigen bodem van deze oude rivieren moest men de dijken nog versterken door middel van ingezonken steenen, heipalen en takkenbossen.

Terwijl in de drie overige sectiën (Brussel-Willebroek) van de huidige vaart al de palen in kiezelzand konden geplaatst worden, moesten integendeel in de vierde sectie de stutpalen geheid worden, ten einde te beletten dat de fijne en slijkachtige aarde, waardoor de palen geheid werden, zou los geraken onder de drukking van het water.

Deze ongunstige omstandigheid veroorzaakte meerdere, zeer aanzienlijke onkosten, daar een groot getal heipalen moesten gebruikt worden.

Toen de sluis van Wintham uitgegraven werd, bevond men, door rechtstreeksche proeven die toen alleen konden genomen worden, dat de weerstand van zandachtige kleiaarde zwak was; de laag was ondoordringbaar, doch samendrukbaar en men was verplicht, onder de sluiswanden meer dan 2,000 palen te heien, deze te dekken en samen te verbinden.

In het Wiel te Wintham moesten ook noodafdammingen gemaakt worden om een dijkbreuk van den Rupel te voorkomen.

Nu eindelijk de hooge dijken van deze sectie bijna klaar zijn (ze zijn 5 meter hoog boven den grond, en tot 12 meter bij de bruggen), werd men gewaar dat de drijf- en sponsachtige grond zich gezet heeft over schier de geheele lengte van de dijken, zoodat het noodig is nieuwe aarde aan te voeren om deze zetting te verhelpen.

Deze polderstreek was niet zoo goed gekend als de overige gronden langs de vaart en nooit had men er kunstwerken van eenig belang aangelegd.

De versterkingen, door den slijkachtigen en samendrukbaren grond vereischt, vergden dus meer uitgaven dan men voorzien had, zij veroorzaakten ook merkelijke vertragingen en beletten het materieel te gebruiken (dit moest in aanmerking genomen worden bij het verleenen van eene vergoeding aan den aannemer).

Nog andere bijkomende uitgaven werden veroorzaakt door de wijzigingen die in het ontwerp werden gebracht om de uitmonding te Wintham te verbeteren en den toegang te vergemakkelijken.

Tijdens de uitvoering der werken, vroeg inderdaad de Bond der Belgische Binnenscheepvaart dat de vaargeul zou worden verlengd; hij wees er op, dat de Vliet, welke men, om grootere kosten te sparen, in deze vaargeul wilde doen uitmonden, met beter gevolg in den Rupel, buiten de vaargeul, uitkomen zou.

Na technische onderzoeken bevond men dat het wenschelijk was, deze verbeteringswerken aan de uitmonding uit te voeren: de plans moesten dus hermaakt worden, de werktuigen (graafmachines, kranen, enz.) stilgelegd en de sluis te Wintham werd 100 meter stoomopwaarts verschoven, de Vliet werd verlegd en verlengd.

Deze verbeteringswerken moesten dus aanleiding geven tot aanzienlijke bijkomende werken.

De aannemer beriep zich op de vertragingen en stoornissen, welke het gevolg waren van de bezwaren opgeleverd door den veenrijken en drassigen grond, alsmede van de verbeteringen, veranderingen en bijkomende werken; zijne eerste overeenkomst moest worden gewijzigd en de Maatschappij der vaart was verplicht, eene nieuwe overeenkomst met hem te sluiten, waarbij rekening werd gehouden met de voorgekomen moeilijkheden en de gevolgen ervan. Deed de Maatschappij het niet, dan vreesde zij de opening der vaart te vertragen en aldus de grootste verantwoordelijkheid op zich te laden.

De ontoereikendheid van het kapitaal der Maatschappij spruit dus grootendeels voort uit de bijkomende werken in de vierde sectie.

Buiten deze werken moest de Maatschappij nog voorzien in bijkomende kosten van verschillenden aard, voortspruitende uit:

- 1° De stutwerken vóór den eigendom Orban, te Vilvoorde;
- 2° De vergoedingen aan de oeverbewoners ten gevolge van de verhooging van den waterspiegel der vroegere panden 3 en 4;
- 3° De stijging van den prijs der materialen voor werken, in 1912 en 1913 aangevangen;
- 4° De stijging van den prijs der aangekochte gronden (4° sectie).

Bij het herzien van hare middelen en van de vereischte uitgaven, moest de Maatschappij rekening houden, eenerzijds, met het feit dat zij gronden, welke zij in 1906 hoopte aan den man te kunnen brengen vóór de voltooiing der werken, thans niet kan verkoopen, en, anderzijds, met de vereischte uitgaven voor de uitbreiding der haventoeerusting, voor de voorraaddeuren der sluizen, indien er een ongeval voorkwam, en voor verschillende voltooiingswerken ter uitvoering van haar programma.

In haar verslag van 1911 zegde de Maatschappij der vaart en haveninrichtingen van Brussel :

« In ons verslag ter algemeene vergadering van 15 Mei 1911 zegden » wij dat aan de vereenigde openbare machten voorstellen zouden worden » gedaan ten einde aan de Maatschappij de noodige middelen te verschaffen » om te voorzien in de bijkomende uitgaven voortspruitende uit sommige » verbeteringswerken en uit de misrekeningen betreffende de vierde » sectie.

» De winsten der dienstjaren 1911, 1912 et 1913 werden besteed » aan de voortzetting der werken, en dan is er nog eene som van nagenoeg » 6,500,000 frank te kort, al de vereischte bijwerken voor de toerusting » der haven in aanmerking genomen zijnde.

» » Onderhandelingen werden aangeknoopt met den Minister van Land- » bouw en Openbare Werken over bedoelden geldelijken toestand, en » terecht mogen wij hopen dat de Maatschappij eerlang de vereischte aan- » vullende geldmiddelen bekomen zal. »

Toen dit laatste verslag werd bekendgemaakt, behandelde de Senaat op hetzelfde oogenblik de Buitengewone Begrooting voor 1912. In antwoord op eene vraag, door twee leden dier vergadering gesteld, verklaarden de heeren Ministers van Openbare Werken en van Financiën beurtelings, dat de Regeering de noodige nieuwe geldelijke tusschenkomst te gelegener tijd aan de Kamer zou voorstellen. (Vergadering van 18 Mei 1912, *Handelingen*, bl. 367.)

Deze belofte wordt vervuld door artikel 5 van het wetsontwerp.

Naar het schijnt, was er dus geen sprake van eene nieuwe tusschenkomst der provincie en der stad Brussel, evenmin als van die der omliggende gemeenten; deze laatste werden reeds ter zijde gelaten, wanneer het kapitaal werd verhoogd in 1908.

In de toelichtende nota wordt de reden daarvan niets vermeld.

De Staat zal dus de ontbrekende som, waarvan thans sprake is, geheel op zich nemen.

Het spreekt vanzelf dat de statuten opnieuw gewijzigd moeten worden om deze verhooging aan te teekenen en dat het deel van den Staat als aandeelhouder in gelijke mate moet verhoogden.

Naar de meening van de nijverheidsmannen en van de handelaars, zien het zeekanaal van Brussel naar den Rupel en de haven der hoofdstad eene schoone toekomst te gemoet. Van nu af voorziet men eene zeer aanzienlijke toeneming van het verkeer, zoodra de vaart, volkomen ingericht zijnde, geschikt zal zijn om bevaren te worden door de groote schepen, door de groote booten « Rijnschepen » geheeten, en bij alle tij toegankelijk zal zijn voor de zeeschepen.

Sedert enkele jaren komen er reeds talrijke nijverheidsinrichtingen tot stand langs de vaart tusschen Brussel en Vilvoorde.

En, naar men denkt, zal dit nog toenemen.

Laten wij het hopen.

Voegen wij er aan toe, dat de Maatschappij eigenares is van eene groote hoeveelheid overschietende gronden — de verslagen gewagen van 110 tot 118 hectaren —, welke zij, naar alle vermoeden, tegen hoogen prijs zal kunnen verkoopen, naarmate nieuwe nijverheidsinrichtingen zich vestigen wegens de voordeelen opgeleverd door de nabijheid van het zeekanaal.

Nuttig is het, in herinnering te brengen dat volgens artikel 49 der statuten « de waterweg en dezes aanhoorigheden, van af de bruggen van de » Leopold II laan tot aan den Rupel, eigendom worden van den Staat » wanneer de Maatschappij ophoudt te bestaan », met name in 1986.

Het is ten slotte niet van belang ontbloomt te wijzen op het laatste lid van artikel 5 van het wetsontwerp : « De Regeering wordt gemachtigd, hare goedkeuring te hechten aan de wijzigingen welke, uit hoofde van de nieuwe kapitaalsverhooging, in de statuten zullen worden gebracht ». Deze wijzigingen zijn klaarblijkelijk noodig.

*
* *

De Commissie nam het ontwerp aan met 6 stemmen tegen 1. Zij heeft de eer, aan de Kamer voor te stellen, het eveneens aan te nemen.

De Verslaggever,
J. HOYOIS.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

